

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
4 janvier 2021
Français
Original : anglais

**Lettre datée du 29 décembre 2020, adressée au Secrétaire général
par le Représentant permanent de l'Afrique du Sud
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le présent document comportant les décisions de la quatorzième session extraordinaire de la Conférence de l'Union africaine, sur le thème « Faire taire les armes », dont une décision sur la question du Sahara occidental (voir annexes), et de vous demander de le publier comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) Jerry Matthews **Matjila**



**Annexe I à la lettre datée du 29 décembre 2020 adressée
au Secrétaire général par le Représentant permanent
de l'Afrique du Sud auprès de l'Organisation
des Nations Unies**

**DÉCISION DE LA QUATORZIÈME SESSION
EXTRAORDINAIRE DE LA CONFÉRENCE DE L'UNION
SUR LE THÈME « FAIRE TAIRE LES ARMES EN AFRIQUE »**

La Conférence :

1. **PREND NOTE** du rapport du Président de la Commission de l'Union africaine sur les activités et les efforts visant à faire taire les armes en Afrique à l'horizon 2020 ;

2. **FÉLICITE** le Conseil de paix et de sécurité pour sa direction et son attachement à la mise en œuvre de la feuille de route principale de l'Union africaine sur les mesures pratiques afin de faire taire les armes en Afrique, pour la célébration et l'observation du Mois de l'amnistie en Afrique pour la collecte des armes illégalement détenues, ainsi que pour le thème de l'année 2020, qui se sont soldés par des avancées considérables dans les efforts de prévention et de règlement des conflits et des crises sur le continent ;

3. **FÉLICITE ÉGALEMENT** les États membres, les communautés économiques régionales et les mécanismes régionaux pour la prévention, la gestion et le règlement des conflits, la Commission de l'Union africaine, ainsi que l'ONU et les autres partenaires pour leur soutien à l'initiative visant à faire taire les armes en Afrique, comme énoncé dans la Déclaration solennelle sur le cinquantième anniversaire de l'Organisation de l'unité africaine/Union africaine, adoptée par la Conférence de l'Union à Addis-Abeba le 25 mai 2013, et dans l'Agenda 2063 de l'Union ;

4. **S'ENGAGE** à redoubler d'efforts pour éliminer les déficits de gouvernance sur le continent, conformément aux dispositions de la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance et de la Charte africaine des valeurs et des principes de la décentralisation, de la gouvernance locale et du développement local, afin de s'attaquer aux causes des conflits et des crises liées à la gouvernance ;

5. **NOTE AVEC UNE PROFONDE PRÉOCCUPATION** que les flux illicites d'armes contribuent de manière significative à l'insécurité et à la violence dans diverses régions d'Afrique, sapant ainsi la cohésion sociale, la sécurité publique, le développement socioéconomique et le fonctionnement normal des institutions étatiques ; à cet égard, **EXHORTE** les États membres à redoubler d'efforts, y compris en renforçant les capacités de leurs services d'application de la loi afin de leur permettre de freiner le flux illicite d'armes à destination de l'Afrique et à l'intérieur de l'Afrique et de détruire toutes armes illicites ;

6. **RÉAFFIRME** le principe du respect par l'Union africaine des frontières existant à l'indépendance et le principe de l'interdiction du recours à la force ou de la menace de recours à la force entre les États membres de l'Union africaine, conformément à l'article 4 b) et f) de l'Acte constitutif de l'Union ; à cet égard, **ENCOURAGE** les États membres à promouvoir la coopération transfrontalière et à assurer le règlement pacifique des différends frontaliers, conformément aux dispositions de la Convention de l'Union africaine sur la coopération transfrontalière (Convention de Niamey), adoptée à la vingt-troisième session ordinaire de la Conférence de l'Union, qui s'est tenue à Malabo les 26 et 27 juin 2014, ainsi que de

la Déclaration sur le Programme frontière de l'Union africaine et de ses modalités de mise en œuvre, telles qu'adoptées à la Conférence des Ministres africains chargés des questions de frontières, tenue le 7 juin 2007 à Addis-Abeba ;

7. **CONSTATE** les progrès accomplis dans la mise en œuvre du Programme frontière de l'Union africaine aux niveaux national, régional et continental, et les contributions importantes du Programme à la prévention structurelle des conflits, à la promotion de l'intégration régionale et continentale et au renforcement du développement socioéconomique en Afrique ;

8. **SOULIGNE LA NÉCESSITÉ** de s'attaquer à tous les facteurs structurels qui conduisent à des flux financiers illicites en renforçant et en améliorant la gouvernance financière, en luttant contre la corruption et en investissant dans la lutte contre l'évasion fiscale et les paradis fiscaux, les juridictions secrètes, les entreprises anonymes, la sous-facturation des transactions commerciales, ainsi que le blanchiment d'argent fondé sur le commerce ; à cet égard, **CONVIENT** de promouvoir la transparence de la propriété et du contrôle des sociétés, partenariats et autres entités juridiques pouvant détenir des actifs et des comptes bancaires pour des ressources acquises illicitement ;

9. **EXPRIME SA PROFONDE PRÉOCCUPATION** face à la persistance du terrorisme et de l'extrémisme violent, du fléau des combattants terroristes étrangers de l'extérieur du continent, ainsi que de leurs liens avec la criminalité transnationale organisée, le trafic de drogue et la traite d'êtres humains, qui se traduisent par d'énormes pertes en vies humaines et des destructions généralisées, en particulier dans les régions les plus touchées du Sahel, du bassin du lac Tchad et de la Corne de l'Afrique, et plus récemment au nord du Mozambique ;

10. **SOULIGNE LA NÉCESSITÉ URGENTE** pour les États membres de continuer à déployer les ressources nécessaires pour mieux renforcer les capacités des institutions nationales de santé et des Centres africains de prévention et de contrôle des maladies, afin de créer des infrastructures de prévention et d'intervention adéquates, y compris contre les futures épidémies et pandémies ; **SOULIGNE** que ces efforts doivent aller de pair avec la promotion des industries et des laboratoires, et être associés aux ressources humaines et aux formations appropriées, pour soutenir ces mesures de prévention et d'intervention ;

11. **SOULIGNE** que les États membres doivent accélérer la pleine mise en place de la Zone de libre-échange continentale africaine qui renferme la promesse de la stimulation d'une croissance économique durable, de la création d'emplois, du renforcement des moyens de subsistance et de l'amélioration des niveaux de vie, qui sont des conditions propices pour s'attaquer aux causes profondes des conflits sur le continent ; à cet effet **ENCOURAGE** les États membres, avec le soutien de la Commission de l'Union africaine, à coordonner leurs actions, afin d'accélérer les échanges commerciaux dans le cadre de la mise en œuvre de la Zone de libre-échange ;

12. **S'ENGAGE** à mobiliser les ressources requises, une fois l'accord de paix signé, afin d'assurer sa mise en œuvre immédiate, effective et intégrale, en vue d'éviter le risque de récurrence, concernant la violence ; **DEMANDE** à la Commission de l'Union africaine ainsi qu'aux communautés économiques régionales et aux mécanismes régionaux pour la prévention, la gestion et le règlement des conflits de mobiliser un soutien, en organisant des initiatives conjointes de mobilisation de ressources, afin de renforcer les engagements de stabilisation, de reconstruction et de développement post-conflit, conformément au Cadre d'action de l'Union africaine de 2006 pour la reconstruction et le développement post-conflit ; à cet effet, **DEMANDE EN OUTRE** à la Commission de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer

la pleine opérationnalisation du Centre de l'Union africaine pour la reconstruction et le développement post-conflit, au Caire ;

13. **CONVIENT** de continuer de déployer des efforts afin de permettre au Fonds de paix de l'Union africaine de faciliter la gestion des activités de paix et de sécurité sur le continent ; dans ce contexte, **RÉITÈRE** sa demande au Conseil de paix et de sécurité d'articuler une position africaine commune sur le financement des opérations de soutien à la paix en Afrique, afin d'orienter les membres africains du Conseil de sécurité de l'ONU (A3) dans la promotion et la mobilisation d'un soutien au Conseil de sécurité en faveur de l'adoption d'une résolution qui permettra à l'Afrique d'accéder aux contributions de l'ONU mises en recouvrement pour les opérations de soutien à la paix sur le continent ; à cet égard, **PREND NOTE** des réserves concernant l'utilisation du barème des quotes-parts pour le financement du budget ordinaire afin d'évaluer les contributions des États membres au Fonds pour la paix, soulevées par certains États membres de la région du Nord ;

14. **DEMANDE** au Conseil de paix et de sécurité de travailler avec toutes les parties prenantes concernées, y compris l'ONU, afin de prendre des mesures rapides et concrètes visant à mettre rapidement fin à l'occupation illégale de l'archipel des Chagos de Maurice ; de l'Île comorienne de Mayotte et des îles malgaches Glorieuses, Juan de Nova, Europa et Bassas da India ;

15. **EXPRIME** sa profonde préoccupation face à l'escalade des tensions militaires entre le Royaume du Maroc et la République sahraouie, survenues à Guerguerat, l'étroite bande tampon du Sahara occidental, entraînant la violation de l'Accord de cessez-le-feu de 1991, notamment l'Accord militaire n° 1, et la regrettable reprise de la guerre ; en conséquence, **APPELLE** à la redynamisation du Mécanisme de la Troïka, conformément à la décision Assembly/AU/Dec. 693 (XXXI), et **DEMANDE** au Conseil de paix et de sécurité au niveau des chefs d'État et de gouvernement d'apporter les contributions attendues de l'Union africaine en appui aux efforts de l'ONU et conformément aux dispositions pertinentes de son protocole, d'engager les deux parties, qui sont toutes deux des États membres de l'Union, à faire face à la situation actuelle afin de préparer les conditions d'un nouveau cessez-le-feu et de parvenir à une solution juste et durable au conflit, qui permette l'autodétermination du peuple du Sahara occidental conformément aux décisions et résolutions pertinentes de l'Union africaine et de l'ONU et aux objectifs et principes de l'Acte constitutif de l'Union ; par ailleurs, **DEMANDE EN OUTRE** au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de nommer un envoyé spécial pour le Sahara occidental ;

16. **DEMANDE** à tous les États membres de contribuer à l'achèvement de la décolonisation de Maurice, notamment en appuyant tous les efforts déployés dans toutes les organisations internationales et régionales au moyen d'initiatives, de décisions et de résolutions visant à permettre à Maurice d'affirmer sa souveraineté sur l'archipel des Chagos, conformément à l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice du 25 février 2019 et à la résolution [73/295](#) de l'Assemblée générale des Nations Unies ;

17. **PREND NOTE** de la recommandation du Conseil de paix et de sécurité sur l'observation du Mois de l'amnistie en Afrique, contenue dans le communiqué PSC/PR/COMM.(CMXLIII) du 3 septembre 2020 sur la prolongation du Mois de l'amnistie en Afrique, afin d'atteindre l'objectif de collecte et d'élimination des armes illégalement détenues par des civils ; **PREND ÉGALEMENT NOTE** de la déclaration issue de la treizième réunion ordinaire du Comité technique spécialisé de l'Union africaine sur la défense, la sûreté et la sécurité, adoptée le 5 novembre 2020, recommandant la prolongation du délai de mise en œuvre de la feuille de route principale de l'Union et du Mois de l'amnistie en Afrique ;

18. **SOULIGNE** l'impératif pour les États membres du Conseil de paix et de sécurité d'assumer pleinement les responsabilités inhérentes à l'adhésion à cet organe, condition essentielle pour maintenir le rôle central du Conseil dans la promotion de la paix, de la sécurité et de la stabilité sur le continent, conformément à l'article 5 du Protocole relatif à la création du Conseil ;

19. **DÉCIDE PAR CONSÉQUENT DE :**

- i) **PROLONGER** la mise en œuvre de la feuille de route principale de l'Union africaine sur les mesures pratiques pour faire taire les armes en Afrique pour une période de dix ans (2021-2030), avec des examens périodiques tous les deux ans, dans le cadre de l'Agenda 2063 ; **PROLONGER ÉGALEMENT** la célébration et l'observation du Mois de l'amnistie en Afrique en septembre de chaque année pour une période de dix ans (2021-2030), dans le cadre de l'Agenda 2063 ; **DEMANDER** au Président de la Commission de mettre en place un mécanisme institutionnel pour coordonner la planification, le suivi et l'évaluation efficaces de la mise en œuvre de la feuille de route principale ; **CONTINUER ET RENFORCER** la mise en œuvre de la feuille de route principale et l'observation du Mois de l'amnistie en Afrique, en septembre de chaque année, en mettant l'accent sur l'intégration de ces initiatives au niveau national pour faire taire les armes au moyen de plans d'action nationaux adaptés, afin de promouvoir la participation et la contribution de la population, en particulier des femmes et des jeunes ; à cet effet, la Conférence **INVITE** les organisations de la société civile, le secteur privé et les partenaires à continuer de soutenir ces initiatives ;
- ii) **DEMANDER** au Conseil de paix et de sécurité, avec le soutien du Président de la Commission et du Groupe des Sages, de **VEILLER** au strict respect de l'Acte constitutif de l'Union africaine et du Protocole relatif à la création du Conseil et d'autres cadres politiques pertinents, et d'apporter une réponse rapide aux crises latentes sur le continent, afin d'éviter une escalade vers un conflit violent ; à cet égard, **MANDATER** le Conseil pour nommer et pointer du doigt les acteurs qui nient les crises émergentes, tel que prévu dans la feuille de route principale de l'Union africaine sur les mesures pratiques pour faire taire les armes en Afrique, et d'achever le processus de développement d'une plateforme ou d'un cadre d'engagement entre le Conseil et les États membres dans les situations de crise imminente ;
- iii) **ACCÉLÉRER** les efforts pour signer, ratifier, harmoniser et mettre pleinement en œuvre les instruments régionaux, continentaux et internationaux sur les armes illicites, y compris les décisions et déclarations pertinentes de l'Organisation de l'unité africaine/Union africaine ainsi que des communautés économiques régionales et des mécanismes régionaux pour la prévention, la gestion et le règlement des conflits ;
- iv) **DEMANDER** au Conseil de paix et de sécurité, en collaboration avec les organes politiques des communautés économiques régionales et des mécanismes régionaux pour la prévention, la gestion et le règlement des conflits chargés de la paix et de la sécurité, de **CRÉER**, au cas par cas, des mécanismes d'enquête chaque fois que des informations se font jour, concernant un pays d'origine, de transit ou de destination et des facilitateurs de mouvement, de paiement, de stockage et d'utilisation d'armes illicites atteignant l'Afrique ; à cet égard, **DEMANDER** à la Commission de l'Union africaine et aux secrétariats des communautés

économiques régionales et des mécanismes régionaux pour la prévention, la gestion et le règlement des conflits de continuer d'apporter une assistance technique aux États membres pour l'élimination des armes illicites stockées ;

- v) **UTILISER PLEINEMENT** les instruments de l'Union africaine, tels que le système d'alerte rapide et l'outil d'évaluation de la vulnérabilité structurelle, afin de remédier aux faiblesses internes avant qu'elles ne se transforment en crise, conformément à la décision de la Conférence [Assembly/AU/Dec.755 (XXXIII)] adoptée à la trente-troisième session ordinaire de l'Union africaine tenue les 9 et 10 février 2020 ;
- vi) **UTILISER PLEINEMENT** tous les mécanismes au sein de l'Architecture africaine de paix et de sécurité et de l'Architecture africaine de gouvernance, ainsi que les mécanismes de coopération dans la lutte contre le terrorisme, le fléau des combattants terroristes étrangers de l'extérieur du continent et la criminalité transnationale organisée, y compris le Centre africain d'études et de recherche sur le terrorisme, l'Organisation africaine de coopération policière à Alger, les Processus de Nouakchott et de Djibouti et le Comité des services de renseignement et de sécurité africains, et à cet égard, **DEMANDER** à la Commission de l'Union africaine d'élaborer une stratégie globale de lutte contre le terrorisme en Afrique, afin de consolider la coordination et de renforcer les actions de lutte contre les groupes terroristes et criminels ; à cet effet, la Commission doit prendre les mesures nécessaires, afin d'**OPÉRATIONNALISER** le Fonds spécial de l'Union africaine visant à prévenir et combattre le terrorisme et l'extrémisme violent en Afrique ;
- vii) **ACCÉLÉRER** les efforts de l'Union africaine visant le renforcement des services d'application de la loi le long des zones frontalières et dans les ports maritimes et les aéroports, et assurer la présence effective des institutions étatiques dans tout le pays pour éviter la vulnérabilité de leurs zones périphériques, tel que prévu dans le Programme frontière de l'Union ;
- viii) **DÉPLOYER** des efforts collectifs pour faire face aux menaces que représentent les ingérences étrangères dans les questions de paix et de sécurité africaines, notamment celles causées par l'imposition de sanctions unilatérales et la présence de bases militaires étrangères sur le continent ; dans ce contexte, **EXHORTER** les États membres qui ont l'intention d'accueillir des bases militaires étrangères à engager des consultations préalables avec le Conseil de paix et de sécurité, les communautés économiques régionales et les mécanismes régionaux pour la prévention, la gestion et le règlement des conflits, les pays voisins et la Commission de l'Union africaine, afin d'assurer que les bases militaires étrangères servent les intérêts et les objectifs de l'Union, conformément à la Politique africaine commune de défense et de sécurité et au Pacte de non-agression de l'Union ;
- ix) **MANDATER** le Conseil de paix et de sécurité pour élaborer un mécanisme visant « à nommer et à pointer du doigt » les acteurs et entités étrangers qui interviennent dans les affaires intérieures des États membres de l'Union africaine, ainsi que tous ceux qui parrainent l'afflux d'armes illégales et apportent un soutien militaire secret aux groupes armés sur le continent, compromettant par conséquent les efforts de l'Union visant à prévenir et à régler les conflits ;

- x) **DEMANDER** au Conseil de paix et de sécurité, avec le soutien de la Commission de l'Union africaine, de suivre la mise en œuvre des décisions de la Conférence et du Conseil, conformément aux dispositions de son Protocole ; à cet égard, **DEMANDER** au Conseil de soumettre un rapport avec une matrice sur la mise en œuvre des décisions de la Conférence et du Conseil sur les questions relatives au maintien de la paix et de la sécurité sur le continent, conjointement avec son rapport annuel sur ses activités et l'état de la paix et de la sécurité en Afrique ;
- xi) **DÉCLARER** la Force africaine prépositionnée pleinement opérationnelle et **CHARGER** le Conseil de paix et de sécurité d'utiliser son cadre pour donner mandat et autoriser les opérations de soutien à la paix de l'Union africaine ; en conséquence, **DISSOUDRE** la Capacité africaine de réponse immédiate aux crises, en prenant note du fait que la Force africaine en attente est opérationnelle, et **DEMANDER** aux chefs d'État et de gouvernement des pays volontaires de la Capacité africaine de mettre fin aux opérations de celle-ci d'ici à la session ordinaire de la Conférence de février 2021.

**Annexe II à la lettre datée du 29 décembre 2020 adressée
au Secrétaire général par le Représentant permanent
de l'Afrique du Sud auprès de l'Organisation
des Nations Unies**

**DÉCLARATION DE JOHANNESBURG SUR LE THÈME :
FAIRE TAIRE LES ARMES EN AFRIQUE**

**« FAIRE TAIRE LES ARMES : CRÉATION DES CONDITIONS PROPICES
AU DÉVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE »**

NOUS, chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine, réunis pour délibérer et examiner les efforts déployés par l'Union, les communautés économiques régionales et les mécanismes régionaux de prévention, de gestion et de règlement des conflits pour faire taire les armes en Afrique,

Guidés par les principes inscrits dans l'Acte constitutif de notre Union, le Protocole relatif à la création du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine et les dispositions pertinentes de la Politique africaine commune de défense et de sécurité et d'autres politiques pertinentes, ainsi que par nos valeurs communes, en particulier le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de nos pays,

Guidés également par la vision de notre Union qui consiste à « bâtir une Afrique intégrée, prospère et pacifique, animée et gérée par ses propres citoyens et représentant une force dynamique sur la scène internationale »,

Rappelant la déclaration solennelle adoptée par l'Organisation de l'unité africaine/Union africaine à l'occasion de son cinquantième anniversaire, le 25 mai 2013 à Addis-Abeba, dans laquelle la Conférence de l'Union s'est engagée à ne pas léguer le fardeau des guerres à la prochaine génération d'Africains et à mettre fin à toutes les guerres en Afrique d'ici 2020, ainsi que la décision Assembly/AU/Dec.630 (XXVIII) par laquelle la vingt-huitième session ordinaire de la Conférence, tenue à Addis-Abeba les 30 et 31 janvier 2017, a adopté, après soumission par le Conseil de paix et de sécurité, la feuille de route principale de l'Union africaine sur les mesures pratiques pour faire taire les armes en Afrique d'ici 2020,

Réaffirmant notre engagement total à prévenir les conflits et à mettre fin aux conflits existants afin de créer des conditions propices à la réalisation d'une Afrique sans conflits,

RECONNAISSONS QUE :

I. L'Union africaine et ses États membres ont réalisé des progrès significatifs dans la lutte contre les causes profondes, les éléments déclencheurs et les moteurs des conflits et des crises sur le continent, en collaboration avec les communautés économiques régionales et les mécanismes régionaux pour la prévention, la gestion et le règlement des conflits, dans le cadre des efforts visant à atteindre l'objectif de l'Union de faire taire les armes, tel qu'il est énoncé dans la déclaration solennelle adoptée à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'Organisation de l'unité africaine/Union africaine le 25 mai 2013 et dans l'Agenda 2063 de l'Union.

II. L'Afrique reste confrontée à des défis multiples et complexes, notamment les lacunes en matière de gouvernance, le terrorisme, l'extrémisme violent, l'augmentation du nombre de combattants terroristes étrangers venant de l'extérieur du continent, la circulation illicite des armes, la corruption, les flux financiers illicites, la criminalité transnationale organisée, le trafic de drogue, la traite d'êtres humains, le détournement des bénéfices tirés des ressources naturelles au

détriment de la population, l'ingérence politique et militaire étrangère, les épidémies et les pandémies, l'impact des changements climatiques et la lenteur du processus de ratification des instruments de l'Union africaine, entre autres. Ces défis continuent d'entraver les efforts visant à accélérer l'intégration et le développement socioéconomique du continent.

III. **Pour relever ces multiples défis**, il est essentiel de garantir l'engagement politique et la participation active de tous les États membres, notamment en prenant toutes les mesures nécessaires pour renforcer nos institutions communes et les doter des pouvoirs et des ressources nécessaires afin de leur permettre de s'acquitter efficacement de leurs mandats respectifs. Dans cet esprit, il est nécessaire de continuer à puiser dans les énergies des populations locales et des citoyens africains. Il est également impératif de mettre pleinement en œuvre nos cadres normatifs pertinents et d'assurer la responsabilité en cas de non-respect de ces cadres, conformément à notre responsabilité collective et à notre attachement au principe de non-indifférence tel qu'il est inscrit dans notre Acte constitutif.

PAR CONSÉQUENT, DÉCLARONS :

Notre engagement inébranlable à mettre pleinement en œuvre la déclaration solennelle du cinquantième anniversaire, dont les objectifs sont de prévenir et de mettre fin aux conflits et aux guerres sur le continent, conformément à la vision et aux aspirations de l'Agenda 2063. À cet égard, **nous nous engageons à :**

1. **Prendre toutes les mesures nécessaires** pour promouvoir le rôle moteur de l'Afrique et l'appropriation de notre programme de paix et de sécurité en renforçant nos institutions continentales et régionales par l'octroi des pouvoirs et des ressources nécessaires pour leur permettre de s'acquitter de leurs mandats respectifs en matière de promotion de la paix, de la sécurité, de la bonne gouvernance et du développement ;

2. **Mettre pleinement en œuvre** l'Architecture africaine de paix et de sécurité et l'Architecture africaine de gouvernance, qui guident les États membres, ainsi que les communautés économiques régionales et les mécanismes régionaux pour la prévention, la gestion et le règlement des conflits, dans leurs efforts visant à consolider la gouvernance, à prévenir, gérer et régler les conflits et à entreprendre la stabilisation, la reconstruction et le développement post-conflit ;

3. **Éliminer** toutes les causes profondes, les éléments déclencheurs et les moteurs de conflits, notamment en mettant fin à la circulation et à l'utilisation illicites des armes et des munitions, en supprimant les disparités socioéconomiques et les inégalités croissantes entre nos citoyens, notamment celles qui sont causées par l'imposition de sanctions unilatérales, et en luttant contre l'impunité par le renforcement des institutions continentales, régionales et nationales ;

4. **Redoubler** d'efforts pour contrôler et endiguer les flux illicites d'armes en Afrique, notamment par la célébration et la conduite plus énergique du Mois de l'amnistie en Afrique en septembre de chaque année, afin d'accélérer la collecte et l'élimination de ces armes ; nous **convenons** de nous attaquer aux flux et aux mouvements d'armes illicites en Afrique et d'endiguer l'afflux d'armes illégales en Afrique ; nous **chargeons** le Conseil de paix et de sécurité de mettre au point un mécanisme permettant de désigner et de dénoncer les acteurs et entités étrangers qui parrainent l'afflux d'armes illégales sur le continent ;

5. **Déployer** les efforts et les ressources nécessaires pour prévenir et vaincre le terrorisme et l'extrémisme violent, ainsi que la criminalité transnationale organisée sur le continent ; à cet égard, nous nous **engageons** à doter la Force africaine prépositionnée de ressources et d'équipements, notamment en y intégrant une unité

spéciale de lutte contre le terrorisme, afin de soutenir les efforts déployés par l'Afrique pour éliminer le fléau du terrorisme ;

6. **Accélérer** les efforts pour s'attaquer à tous les facteurs structurels qui facilitent les flux financiers illicites, y compris la faiblesse de la gouvernance institutionnelle et la corruption ; dans ce contexte, nous nous **engageons** à renforcer et à améliorer la gouvernance en luttant contre la corruption, les trafics et la criminalité transnationale organisée, ainsi que contre la cybercriminalité, et en investissant davantage dans la lutte contre les problèmes de la fraude fiscale et des paradis fiscaux, ainsi que contre le blanchiment d'argent lié au commerce ;

7. **Prendre des mesures énergiques**, conformément aux dispositions de l'Acte constitutif de l'Union africaine, du Protocole relatif à la création du Conseil de paix et de sécurité et de la Politique africaine commune de défense et de sécurité, ainsi que de la Charte des Nations Unies, pour débarrasser le continent de la menace que représentent les ingérences politiques et militaires étrangères dans les affaires africaines, y compris les ingérences liées au parrainage de groupes terroristes armés et de combattants terroristes étrangers provenant de l'extérieur du continent ;

8. **Réaffirmer** la primauté des solutions politiques et du règlement pacifique de tous les conflits, et appliquer pleinement toutes les dispositions des accords de paix signés, en vue de faciliter des solutions amiables et durables aux conflits et aux crises sur notre continent ;

9. **Prendre en charge** la garantie du lien entre la paix, la sécurité et le développement sur notre continent ; à cet égard, nous **convenons** de continuer à fournir le soutien nécessaire pour assurer la mise en œuvre effective des activités de stabilisation, de reconstruction et de développement après les conflits, notamment par l'intermédiaire du Centre de l'Union africaine pour la reconstruction et le développement post-conflit, situé au Caire, dans les pays sortant d'un conflit, et prévenir toute reprise ;

10. **Assurer** l'entrée en vigueur effective de la Zone de libre-échange continentale africaine en janvier 2021, en vue de créer de nouvelles possibilités d'accélérer et de renforcer les processus d'intégration et de développement socioéconomique du continent, en tant qu'impératif pour la réalisation d'une paix durable ;

11. **Exhorter** tous les États membres à ratifier la Charte de Lomé sur la sécurité, la sûreté maritime et le développement en Afrique, ainsi que ses annexes relatives au développement de l'économie bleue africaine, de même que la Convention de l'Organisation de l'unité africaine sur la prévention et la lutte contre le terrorisme et la Convention de l'Union africaine sur la coopération transfrontalière, afin de renforcer nos efforts visant à prévenir et à mettre fin aux conflits ;

12. **Réitérer notre ferme engagement** à mettre fin à tous les vestiges du colonialisme en Afrique et à l'occupation illégale de l'archipel des Chagos de Maurice ; de l'Île comorienne de Mayotte et des îles malgaches Glorieuses, Juan de Nova, Europa et Bassas da India ;

13. **Continuer à créer** un environnement propice, notamment en mettant pleinement en œuvre tous les instruments disponibles de l'Union africaine, à la participation effective des femmes et des jeunes aux processus de paix et de développement aux niveaux national, régional et continental, en vue de renforcer les rôles et contributions importants des femmes et des jeunes dans la promotion d'une paix, d'une sécurité et d'un développement durables sur le continent ;

14. **S'attaquer totalement** à la question du sort des réfugiés, des personnes déplacées et des migrants, ainsi que des autres groupes vulnérables en Afrique ; à cet

effet, nous nous **engageons à nouveau** à éliminer les causes profondes de ce phénomène et à assurer la protection de ces personnes en mettant pleinement en œuvre les politiques et instruments régionaux, continentaux et internationaux pertinents ;

15. **Mobiliser** des ressources à l'intérieur du continent, pour assurer la prévisibilité et la durabilité du financement de nos activités de paix et de sécurité, afin de nous approprier et de diriger davantage la mise en œuvre de notre programme continental de paix et de sécurité ;

16. **Consolider davantage** le partenariat stratégique entre l'Union africaine et l'ONU dans le domaine de la paix et de la sécurité, **réaffirmer** notre engagement en faveur du multilatéralisme tel qu'il est inscrit dans la Charte des Nations Unies et nous **engager** à travailler avec les acteurs internationaux pour soutenir et renforcer le multilatéralisme afin de traiter les questions de paix et de sécurité internationales ;

17. **Décider**, dans le cadre de l'Agenda 2063 de l'Union africaine, de prolonger la mise en œuvre de la feuille de route principale de l'Union sur les mesures pratiques pour faire taire les armes en Afrique pour une période de dix ans (2021-2030), avec des examens périodiques tous les deux ans ; et **décider également** de prolonger la célébration et la conduite du Mois de l'Afrique au cours du mois de septembre de chaque année pour une période de dix ans (2021-2030).

En qualité de chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine, conscients de notre responsabilité et de notre engagement, nous nous engageons à agir de concert avec nos peuples et la diaspora africaine pour concrétiser notre vision du panafricanisme et de la renaissance africaine visant à réaliser une Afrique sans conflit et prospère.

Adoptée à la quatorzième session extraordinaire de la Conférence des Chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine, le 6 décembre 2020.